

PROCESSUS DE PRÉCARISATION

Une brève introduction avant d'aborder le texte

Comme vous pouvez le constater, nous avons divisé le texte en trois parties afin de lancer le débat. Comme à notre habitude, nous souhaitons commencer par partager notre diagnostic, mais nous ne voulons pas limiter cet exercice à une simple description de la situation. Notre préoccupation et le débat que nous vous proposons portent sur la place que nous occupons au sein la situation que nous traversons actuellement. Dans la deuxième partie, nous tenterons d'observer la précarité sous cet angle, afin de déterminer si toutes les analyses réalisées jusqu'à présent sur la précarité et le processus de précarisation sont valables ou si, au contraire, nous devons les actualiser pour les analyser correctement. Enfin, nous parlerons de nous-mêmes, en tant que pays, femmes*, féministes, afin de réfléchir aux stratégies adoptées pour faire face au processus de précarisation.

Étant donné que le but de ce texte est de susciter le débat, nous vous proposons un script. Ouvert. Vous êtes bien sûr libres de le corriger, de l'enrichir, de le compléter ou d'en exclure ce qui vous semble nécessaire au profit du débat.

Processus de précarisation

Étant donné qu'il s'agit d'un problème qui existe depuis longtemps et, comme prévu, sachant que si nous n'apportons pas de changements, la situation ne fera qu'empirer, quelle est la nouveauté, l'ampleur de la crise, ou sommes-nous face à une nouvelle crise d'une autre dimension ? Si tel est le cas, qu'est-ce qui a changé et quels sont les enjeux ?

Les conditions de vie deviennent plus difficiles parce que le marché a envahi tous les aspects de notre vie, sans aucune mesure ni limite. Les réformes mises en œuvre à la suite de la crise de 2008 avaient, entre autres, cet objectif. L'augmentation du coût des ressources essentielles démontre de manière flagrante que ni le marché ni ceux qui le gèrent n'ont de limites.

Il n'y a aucune volonté d'imposer des limites au marché. Il n'y a aucune disposition visant à soustraire à la logique du marché les ressources et les services nécessaires pour garantir les droits, ni à donner la priorité aux besoins des citoyens sur les intérêts économiques. On peut également se demander si, même en cas de volonté, il y aurait le pouvoir de le faire.

La population dispose de moins en moins de ressources économiques et politiques pour faire face à ce processus ou s'en protéger. Les données indiquent également une répartition inégale des ressources entre la population, et cette situation ne nous affecte pas toutes de la même manière.

Dans le même temps, la crise des soins à la personne s'intensifie, devenant un nouveau secteur d'activité, et la division sexuelle du travail se reconfigure, accentuant les inégalités liées au racisme et à la migration. La précarité exerce une pression accrue sur les tâches liées au soins.

Nous connaissons bien les conséquences : la pauvreté et la précarité qui touchent différemment les divers groupes ; diminution de l'intervention publique, recul dans le domaine des droits ; accumulation de la richesse, de moins en moins répartie, tant au niveau mondial que local...

Nous connaissons bien tout cela, mais nous ne l'avions pas vécu comme aujourd'hui depuis la mise en place du modèle dit « de l'État providence ». Et c'est là que, selon nous, se situe le débat : même si la crise nous est familière, la question est de savoir si la différence réside dans son ampleur ou si nous sommes confrontés à une crise d'une autre dimension. Autrement dit, si nous sommes confrontés à une crise qui met en péril la reproduction sociale elle-même.

Peu importe le nom que nous lui donnons, il est essentiel d'analyser si nous nous trouvons dans une situation ou dans une autre ; car si nous sommes confrontés à un nouveau scénario, il est nécessaire de reconstruire les concepts et/ou les interprétations que nous avons utilisés jusqu'à présent afin de les adapter au nouveau contexte.

Précarité

Tout comme le féminisme a critiqué et complété la définition de la précarité qui se limitait à la perte des conditions de travail et de vie, aujourd'hui, la perspective féministe reste fondamentale pour que personne ne soit exclu de l'image qui reflète la dureté de la réalité. En effet l'interprétation de cette image, nous renvoie à une question que nous considérons pertinente : vivons-nous des situations précaires ou notre vie est-elle précaire à ce stade du système ?

Outre la dimension matérielle que nous connaissons si bien, la précarité englobe d'autres dimensions. La dimension émotionnelle, par exemple, compte tenu du malaise et de la frustration qu'elle provoque. Ou la dimension politique, car elle a un impact direct sur la capacité de participation

sociopolitique... En ce sens, il est facile de relier la précarité à la question de la santé mentale que nous avons analysée dans le précédent dossier de Talaia Feminista de 2024, et de constater qu'elle est l'un des facteurs sous-jacents à la perte de démocratie.

Si nous définissons la précarité en tenant compte de toutes ces dimensions, de nombreuses questions se posent. Par exemple, notre vision de la précarité est-elle dépassée ? Nos revendications face à la précarité sont-elles désormais insuffisantes ? Quelle place la précarité doit-elle occuper dans le débat et dans l'agenda féministe ? Comment pouvons-nous intégrer les différentes dimensions dans le discours et dans la lutte contre la précarité sans minimiser l'importance de la dimension matérielle ?

De même, la précarité n'est pas seulement une situation que nous vivons individuellement, mais aussi, en tant que travailleuses, une agression que nous subissons et affrontons collectivement, et en tant que pays, un problème politique qui nous affecte. À l'heure où nous assistons à l'anéantissement du modèle social, nous avons le sentiment que la précarité est devenue le modèle de domination actuel du système. Ainsi, l'existence est devenue un régime pour la majorité des secteurs populaires. Alors, quelle est ou où se trouve la « protection » ? L'extrême droite sait très bien qui doit être protégé et qui ne mérite pas une telle considération. De notre côté, allons-nous répondre à la disparition du modèle social en défendant le modèle social ?

Résistances et existences que nous souhaitons transformer

Dans cette dernière partie, nous souhaitons aborder les luttes que nous avons menées, les réponses collectives dont l'objectif est la transformation ou les voies qui doivent être empruntées pour survivre. De plus, nous souhaitons en débattre à partir du processus de transition que nous voulons mener à bien, car pour transformer les choses en profondeur, nous devons les analyser à partir de la perspective critique que nous apporte (et nous impose) le féminisme.

La conjoncture nous amène à affirmer que nous sommes dans un processus de d'anéantissement de l'État-providence, mais nous sommes conscientes qu'il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle. Les limites du capitalisme, du marché, du pouvoir économique s'effondrent et nous sommes convaincus que la défense des conditions matérielles est fondamentale et doit devenir une lutte prioritaire. Cependant, nous sommes également conscients que ces luttes ne seront productives et efficaces que dans la mesure où elles contribueront à faire progresser la démarchandisation et la défamilialisation.

La grève générale pour le salaire minimum montre qu'au Pays Basque, nous avons une capacité de résistance et que nous luttons pour mettre un frein à la précarisation. Ce n'est pas le seul exemple : il y a aussi l'initiative législative populaire pour des retraites dignes, ainsi que les luttes contre la baisse du pouvoir d'achat et pour la défense des services publics. Dans la mesure où les luttes pour ne pas perdre ce que nous avons (des salaires équitables, des sources de revenus suffisantes, la possibilité d'avoir accès aux droits fondamentaux) sont collectives, elles deviennent des stratégies de résistance. En d'autres termes, ces luttes que nous menons aux côtés de ceux qui n'ont rien à perdre sont des stratégies de résistance. En tant que féministes, ici au Pays Basque, et maintenant, dans le contexte que nous avons décrit :

Quelles sont les stratégies que nous considérons comme actives et susceptibles de progresser ? Quelle est notre interprétation de celles-ci et quels sont les engagements que nous devrions prendre ?

Si nous approfondissons davantage et analysons ces résistances à partir du processus de transformation que nous revendiquons, quelles conditions la lutte en faveur des conditions matérielles doit-elle nous garantir ? En visant des « vies qui méritent d'être vécues », quelles sont les attentes que nous voulons garantir ? Quelle est la société que nous aspirons à reconstruire ? Quels sont les emplois essentiels que nous devons garantir ? Lesquels voulons-nous abandonner ? Que signifie « dé-familiariser » et « démarchandisation » ? Et quel est le parcours et l'avenir que peuvent avoir ces deux processus si la lutte pour la récupération du modèle de bien-être social prévaut ?

Il est évident que ces questions n'ont pas de réponse simple ni de réponse déterminée. À notre avis, c'est le débat lui-même qui nous place dans le moment présent. Il nous permet d'analyser, en fonction de l'avenir que nous voulons construire, où nous en sommes et ce que nous faisons, sans avoir à rester enchaînés aux réalités que nous avons tant critiquées et combattues dans le passé.